

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA VIE DES CHÔMEURS¹

IONELA VLASE

Cet article est issu d'un rapport de recherche concernant l'impact de la crise actuelle sur la vie des chômeurs de longue durée. L'enquête a été menée entre août et septembre 2013 dans plusieurs pays européens, dont la Roumanie a fait également partie. À partir des entretiens semi-dirigés sur un échantillon de 15 personnes choisies selon différents critères (sexe, milieu de résidence, âge et situation familiale), les résultats ont mis en évidence que la crise touche sans doute la Roumanie actuellement, même si ce fait est moins illustré par les chiffres. Cette réalité cachée, à dessein, ou faute de moyens méthodologiques pour saisir ces changements en temps réel, amène à, voire « légitime », un déficit de mesures de politiques sociales destinées à aider la population à risque de pauvreté accentué par cette crise.

Mot-clefs: crise économique, chômage, qualité de vie, liens sociaux.

INTRODUCTION

Cette recherche se propose d'identifier surtout les effets de la crise sur la partie de la population censée être la plus exposée et vulnérable à la crise, à savoir, les chômeurs de longue durée sortis du milieu populaire. Le chômage est, sans doute, une des manifestations de la crise économique. Selon les données de l'Institut National de la Statistique, en Roumanie, le taux du chômage est monté de 4,1% en 2006 à 7,9% en 2009, mais ces chiffres sont loin de déceler la réalité vécue des personnes sans emplois.

Un exemple de la littérature récente dans le domaine tente aussi d'explorer l'impact de la baisse des revenus et du chômage, engendrés par la crise actuelle, sur le niveau de satisfaction/bonheur de certaines catégories de la population en Islande (Gudmundsdottir, 2013). Les résultats de ces recherches ne sont tout de même pas concluants. Gudmundsdottir (2013) montre que le bonheur des Islandais mesuré avant la crise (en 2007) était significativement et négativement influencé

Adresa de contact a autorului: Ionela Vlase, Universitatea „Lucian Blaga” din Sibiu, Departamentul de Sociologie, str. Lucian Blaga nr. 2A, 550169, Sibiu, România, e-mail: ionela.vlase@ulbsibiu.ro.

¹ L'auteur aimerait mentionner que cette recherche a été soutenue par la Commission Européenne (DG Emploi, affaires sociales et inclusion). La Commission Européenne ne porte aucune responsabilité pour les analyses et les conclusions, qui sont uniquement celles de l'auteur.

par les difficultés de subvenir aux besoins, et positivement influencé par le statut marital (d'abord, ceux qui étaient mariées, suivies par ceux vivant en couple ou étant fiancés), la santé et la qualité des relations avec la famille et les amis, ainsi que par l'appartenance à la catégorie d'âge de 70 à 79 ans. Cependant, ces facteurs qui expliquaient 30% de la variation du bonheur en 2007, ne s'avèrent plus significatifs pour expliquer la détérioration du sentiment du bonheur deux ans plus tard. Seulement pour les catégories de personnes qui ont déclaré un score plus élevé du bonheur, trois facteurs sont restés significatifs (le statut marital, les difficultés financières et la qualité des relations sociales). L'auteur souligne, tout de même, que la direction et l'intensité de ces effets peuvent varier selon les pays, selon les normes culturelles, selon l'appartenance à une certaine catégorie sociale. En règle générale, le bien-être subjectif des personnes dont les moyens de vie sont plus modestes est le plus affecté par la crise et cette couche sociale semble de plus en plus épaisse aujourd'hui.

Dans ce sens, les deux études de cas réalisées en Roumanie (les villes de Cluj-Napoca et de Focșani) essaient de montrer comment les ouvriers et employés roumains vivent les effets de la perte d'emploi et quel est le lien entre la péjoration de la qualité de vie (d'un point de vue objectif) et la réflexion qu'ils portent sur ces changements, ainsi que leur évaluation subjective et les sentiments qui accompagnent cette réflexion.

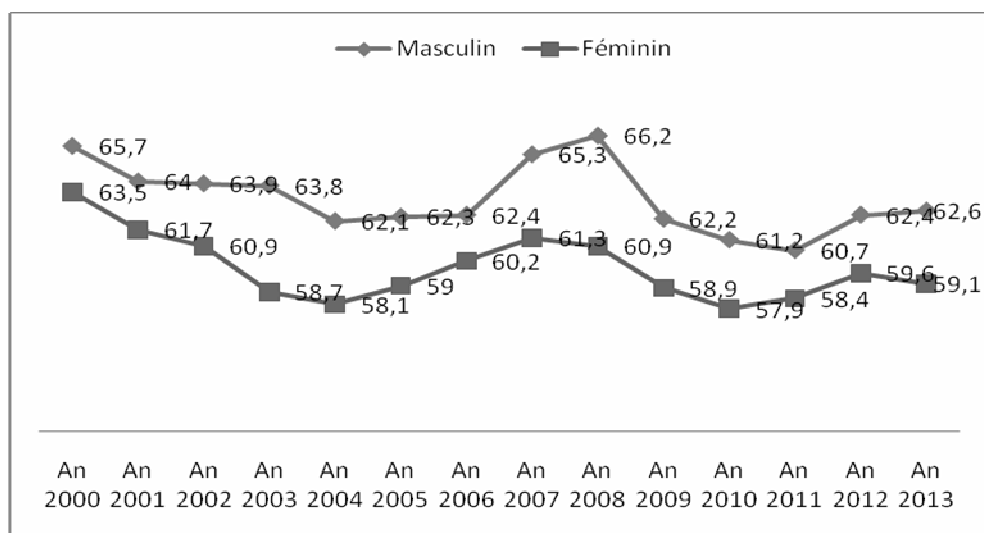
SPÉCIFICITÉS NATIONALES

LE CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE est un phénomène moins étudié en Roumanie. Alors que le chômage de longue durée représente une partie réduite dans les statistiques, il doit être bien plus étendu que les chiffres le montrent. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à cela, mais on pourrait mentionner parmi eux: le non-renouvellement de l'inscription auprès de l'Agence Nationale pour l'Emploi de la Force de Travail une fois l'échéance de la période d'indemnisation arrivée, et le manque de confiance des chômeurs dans la capacité de cette Agence de leur trouver un emploi correspondant à leur formation. L'étude du chômage pourrait révéler, tout de même, les multiples conséquences de la crise actuelle qui a fortement touché les pays européens. Concernant la structure du chômage en Roumanie, un rapport du Ministère du Travail, de la Famille et de la Protection Sociale (2012) montre que le chômage de longue durée (au-delà d'une année) représente 39,24% (soit 138 867 personnes) dans le total des chômeurs enregistrés auprès de l'Agence Nationale pour l'Emploi de la Force de Travail. Selon le niveau d'éducation, cette même source affirme que la grande majorité (environ trois quarts) des chômeurs est constituée par les personnes sans études ou ayant un niveau d'étude inférieur au lycée. Selon l'âge, la structure de la population

enregistrée au chômage en juin 2012 était la suivante: 19% des chômeurs sont jeunes (moins de 30 ans), 53% étaient âgés de 30 à 49 ans, et 28% avaient 50 ans ou plus. Concernant la distribution selon le genre, les femmes constituaient 44% des chômeurs en juin 2012, selon le même rapport. Cette observation peut aller de pair avec un constat largement véhiculée, selon lequel la crise actuelle touche davantage les hommes que les femmes, dû au fait que les domaines prépondérant masculinisé de travail sont les plus touchés (ex. finances, métiers du bâtiment, l'industrie des automobiles).

Figure 1

Le taux d'emploi selon le sexe en Roumanie 2000–2013



Source: L'auteur selon les données de L'Institut National de Statistique <https://statistici.insse.ro/shop/?lang=en>.

DISPARITÉS RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT ET VULNÉRABILITÉ FACE À LA CRISE

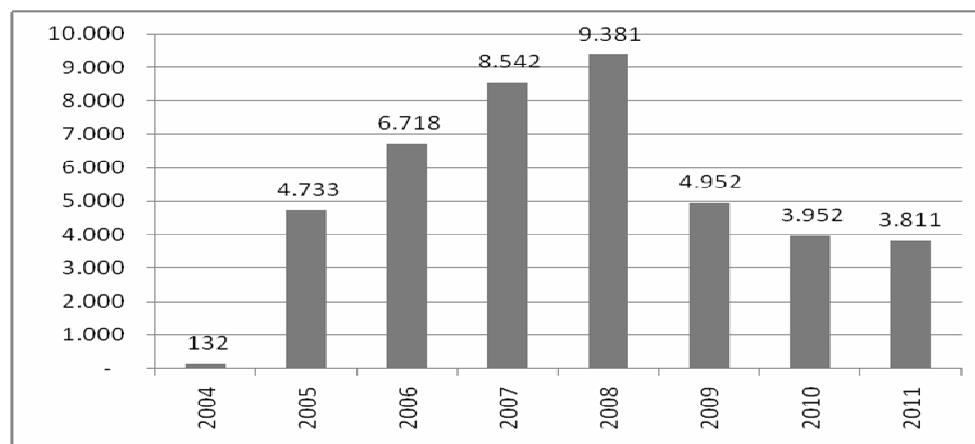
Au-delà de ces données agrégées au niveau du pays, il est communément partagé qu'en Roumanie la crise n'a pas touché de la même manière ou avec la même intensité toutes les régions du pays. La structure territoriale de la Roumanie selon les huit régions (NUTS2), comprenant chacune entre trois et huit districts (NUTS3), établies en conformité avec le système EUROSTAT, montre de fortes variations au niveau de développement régional. Ainsi, après la région Bucarest-Ilfov, la région Ouest du pays semble la plus développée, en termes de PIB per capita, à savoir 45,2% de la moyenne enregistrée en Europe en 2006, tandis que la situation opposée est enregistrée au Nord-Est du pays, où le PIB per capita était de

seulement 24,70% de la moyenne européenne (Goschin et al., 2010: 208). Ces auteurs attirent l'attention sur le fait que les inégalités de développement sont encore plus sévères au niveau des districts composant ces huit régions. Ainsi, la crise est censée affecter inégalement ces districts selon leur niveau de spécialisation dans certains domaines économiques, selon leurs structures sociales et selon leur orientation vers les activités d'exportation (Goschin et al., 2010: 208). Ainsi, certains districts, comme Galati (industrie de l'acier par Arcelor Mittal), ou Arges (industrie des automobiles – Dacia Renault) sont plus vulnérables à la crise globale actuelle, car leur économie est liée aux activités économiques mondiales. En même temps, ces districts ont plus de potentiel de s'en remettre une fois que l'économie mondiale se redresse. A l'opposé se trouve les districts où prédominent les activités économiques traditionnelles, surtout basées sur l'agriculture. Ici la crise actuelle se juxtapose sur celle qui caractérisait déjà ces districts sous-développés, comme le soulignent Goschin et al. (2010). Selon ces auteurs, le district de Cluj se trouve parmi les plus touchés par la crise économique, notamment parce qu'il y a un grand niveau de dettes, un niveau élevé de la dépendance de l'export des produits économiques, ainsi qu'une partie étendue de la population occupée dans le secteur financier. On retrouve aussi bien d'entreprises étrangères qui y ont établi de filiales. Suite à la crise, certaines d'entre elles sont entre temps reparties en Asie ou ailleurs, comme le cas bien connu de Nokia qui a amené au licenciement 1 900 travailleurs. Toutefois, les personnes licenciées ne se sont pas retrouvées sur les listes de l'Agence de l'Emploi de la Force de Travail, car selon un article de presse locale (Câmpan, 2013), une partie significative de ces personnes avaient un contrat de travail à durée déterminée et ne remplissaient pas les critères pour obtenir l'indemnisation au chômage et une autre partie a reçu des paiements compensatoires justement afin de maîtriser le taux du chômage.

LA MIGRATION INTERNATIONALE ET LES ENVOIS DE FONDS DES ROUMAINS

Il est connu qu'à partir du milieu des années 1990 la migration de travail des Roumains vers les pays européens (notamment vers l'Italie et l'Espagne) a pris un grand essor (Sandu, 2010; Vlase, 2013), ce qui a contribué, en grande partie, à ce taux réduit du chômage. En outre, les envois de fonds des trois millions de migrantes roumaines vers les familles restées au pays ont représenté une contribution importante à la réduction de la pauvreté (León-Ledesma et Piracha, 2004; de Sousa et Duval, 2010). La Roumanie était classée parmi les 10 premiers pays du monde en ce qui concerne le volume des envois de fonds selon un rapport de la Banque Mondiale (2011). Toutefois, la crise qui a touché fortement les pays européens ces dernières années a laissé beaucoup de migrantes sans emploi et cela se reflète aussi dans la baisse des envois de fonds, à partir de 2009.

Figure 2

Evolution des envois de fonds des migrants vers la Roumanie (en millions \$)

Source: Réalisé par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/0,,contentMDK:22759429~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:476883,00.html>.

Afin de rendre compte des effets de la crise en Roumanie, il est donc nécessaire de considérer aussi ces aspects liés à la migration d'une partie importante de la population active. La migration a pénétré la vie socioéconomique de multiples façons et elle est intimement liée aux nombreux domaines de la qualité de vie (ex: santé, éducation, loisir, logement etc.) des familles ayant des membres travaillant à l'étranger.

Ces aspects sont aussi pris en considération par les auteurs d'un ancien rapport de l'UNICEF *Impacts of the international economic crisis in Romania 2009–2010*. Ses auteurs (Stănculescu et Marin, 2011: 33) montrent aussi que la crise a amené à la réduction de l'activité de certaines entreprises, au changement de leur statut (certaines sont devenues des entreprises familiales), voire même à la faillite de plusieurs d'entre elles. Ainsi, par rapport à l'année 2008, en 2009 on assiste pour la première fois à une situation où le nombre d'entreprises fermées dépasse le nombre de nouvelles entreprises mises en place. La baisse des salaires et le blocage des embauches dans les postes publics, ainsi que la diminution des dépenses dans le domaine de la protection sociale ont fortement contribué à la détérioration du niveau de vie en Roumanie.

ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

Cette enquête se propose de mettre en évidence les stratégies que les personnes sans-emploi mettent en œuvre pour affronter la crise économique actuelle. Il est sans doute connu que ces stratégies varient selon la composition de la famille et les ressources

dont la famille dispose, les bénéficiaires de l'Etat-providence et les besoins couverts par les dépenses publiques pour la protection sociale (très réduites, dans le cas de la Roumanie), le niveau d'insertion sociale (appartenance aux réseaux sociaux: amis, voisins, associations, organisations non-gouvernementales), et, aussi selon les possibilités liées à l'*agency* de l'acteur même. Les acteurs sociaux, en fonction de leur éducation, milieu social, âge, situation familiale, ont un certain pouvoir d'agir de manière à changer leur situation et à améliorer leur niveau de vie. Compte tenu de ces différences, il est, dès lors, intéressant de savoir quelles sont les stratégies des personnes du milieu populaire. Pour le but de la présente analyse, on a choisi de mener une enquête qualitative sur les personnes issues du milieu populaire. On a, dès lors, interviewé **15 personnes (7 femmes et 8 hommes)** ayant des formations différentes: mécanicien, menuisier, cuisinier, électricien, grutier, peintre ou autres métiers du bâtiment, ainsi que vendeuse, assistante à domicile, métiers de garde et sécurité dans des institutions. Vu la difficulté de croiser simultanément trois critères (âge, genre et situation familiale), on a privilégié les deux premiers critères et on a porté une attention spéciale au troisième qui résultait souvent des deux autres. Cette distribution est représentée dans le *Tableau 1* ci-après:

Tableau 1

**Caractéristiques sociodémographiques des personnes interviewées
en Roumanie en août – septembre 2013**

Age	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
< 35ans	CI_VN (seul, vit avec ses parents). MM_CL (marié, 3 enfants).	PA_CL (35 divorcée, enfant chez le père). MT_CL (24, seule). LA_CL (32, seule, deux ans en Esp.).	5
36–50 ans	PC_CL (46, seul). DT_VN (42, marié, une fille, retour d'Italie). TC_VN (seul, vit chez sa mère, retour d'Italie).	MA_CL (48, divorcée). ML_CL (41, mariée, deux enfants).	5
> 50 ans	CI_CL (59, marié, une fille adulte). DI_VN (51, divorcé, trois ans en Italie). FL_VN (52, marié, un fils de 18 ans).	FO_CL (53, mariée) VA_CL (55, divorcée, retour d'Esp., deux filles adultes)	5
Total	8	7	15

Note: les codes sont attribués aux interviewées dans un souci de protéger leur identité. Les deux dernières majuscules indiquent l'endroit de l'interview, à savoir CL représente Cluj (ville de Cluj-Napoca), et VN représente Vrancea (ville de Focşani).

Un aspect qu'il faut mentionner, est la faible représentation des familles monoparentales dans cet «échantillon». Cette catégorie de famille n'est pas aussi large que dans les autres pays européens (notamment, l'Irlande, ou les pays du Nord)

et cela a imposé, donc, une première difficulté de tomber sur ces cas. Une deuxième contrainte dans la possibilité de sélection de ces cas vient du fait que, même si le divorce est à la hausse en Roumanie également ces dernières années, il est fort probable qu'il intervienne soit avant la naissance des enfants, soit lorsque les enfants sont plus grands, voire des jeunes adultes. Quand le divorce intervient lorsque les enfants sont plus jeunes, la garde d'enfants revient, d'habitude, au parent qui a plus de moyens d'entretenir les enfants. Comme on peut remarquer dans le *Tableau 1*, il y a effectivement des personnes divorcées, mais ces personnes n'ont actuellement pas d'enfants à charge. Dans le cas de PC_CL, un homme de 46 ans divorcé après la naissance de la fille, avoue que la fille vit chez sa mère depuis le divorce et que la mère a suffisamment de moyens, n'ayant pas besoin de son aide. Il pense laisser à la fille sa maison en héritage quand elle sera adulte, mais n'apporte pas d'autre soutien matériel pour la fille. Les données issues de cette enquête ne permettent donc pas, au moins pour le cas de la Roumanie, de tirer des enseignements relatifs aux stratégies des familles monoparentales (parent seul avec enfants à charge) touchées par la crise.

Un autre constat est lié à la définition du chômage de longue durée. Etant donné que les Roumains s'inscrivent auprès du Pôle Emploi aussi longtemps qu'ils/elles bénéficient d'une indemnisation de chômage (à savoir: 6 mois, 9 mois ou 12 mois, selon la durée des contributions sociales liées à la participation au marché du travail), les chômeurs de plus longue date disparaissent, petit à petit, des registres. On a bien pris soin de respecter ce critère et, dans la majorité des cas, les personnes ont effectivement 12 mois ou plus de chômage, sauf dans deux cas où les personnes ont entre 6 et 12 mois de chômage.

Par contre, un aspect qui sera discuté dans le cadre de cette étude de cas est celle qui relève de la situation des **anciens migrants revenus** au pays. L'émigration est un phénomène très étendu en Roumanie, touchant environ 15% de la population et on estime qu'un tiers des familles ont un membre à l'étranger. Souvent, ces personnes proviennent du milieu populaire, donc il y a beaucoup de chances de rencontrer de tels chômeurs avec expérience de migration de travail, revenus en Roumanie pour s'y installer définitivement (du moins, c'est ce qu'ils pensent au moment du retour). Cinq personnes parmi nos interviewés ont migré en Espagne, Italie ou Allemagne à un moment de leur vie. Pour ces personnes on remarque aussi des stratégies d'affronter la crise d'une manière différente par rapport aux autres. L'expérience à l'étranger a permis l'accumulation d'un capital social, culturel et aussi financier. Ils évaluent leur situation aussi en rapport avec la situation des autres pays et ils sont plus critiques quant au manque de stratégie politique de l'Etat roumain devant cette crise. Pour certains d'entre eux, la **possibilité de migrer à nouveau** dans le cas de la péjoration des conditions sur le marché économique local s'avère aussi comme une stratégie de résister à la crise.

Quant aux **modalités de sélection** des personnes interviewées, nous avons utilisées différentes manières pour atteindre une grande diversité des personnes

ciblées: les annonces placées dans le journal local par les personnes à la recherche d'emploi, le contact avec le Pôle Emploi (AJOFM – Agentia Judeteana pentru Ocuparea Fortei de Munca), entretiens avec professeurs qui donnent des cours de formation aux adultes sans emploi, boule de neige, liste des personnes à qui la mairie distribue des aliments (les chômeurs en font une catégorie importante de bénéficiaires), contacts et interviews avec des représentants des organisations non-gouvernementales qui travaillent avec des groupes de personnes sans-emploi. Dans quelques cas, il nous a été possible d'obtenir l'interview à la maison des personnes interviewées, mais dans d'autres cas on a dû interviewer le «cas» à la maison de la personne qui nous a établi le contact, dans une salle du centre de formation pour les adultes, ou dans un parc, par souci que la personne va nous refuser (ce qui nous est, d'ailleurs, arrivé dans quelques situations). Comme on a dû trouver et interviewer les personnes sur un laps de temps assez court, on n'a pas eu l'occasion de créer des situations de connaissance réciproque suffisamment proche pour être accepté à la maison, même si on connaît les avantages méthodologiques d'une telle situation d'interview. Lorsque les personnes étaient trouvées par la boule de neige il était plus simple d'être accepté à la maison, grâce au rapport de confiance qui existait entre les personnes. Néanmoins, les chômeurs sont souvent en situation d'isolement et de **rupture des liens sociaux** (Paugam, 2006), ce qui a posé des difficultés de recours à cette technique de boule de neige, justement parce que les gens ont peu de contacts, voire plus du tout, avec les autres. Dans les cas où l'interview ne s'est pas déroulé à la maison de l'interviewé, on a posé des questions sur l'état du logement, pour compléter les informations relatives aux conditions de vie.

Une dernière remarque porte sur le **choix des deux villes** pour la réalisation de cette enquête qualitative. Etant donné que la Roumanie enregistre officiellement le plus bas taux de chômage dans l'Union Européenne et, compte tenu que le chômage rural y est presque inexistant (les régions rurales roumaines ne sont d'ailleurs pas connecté à l'économie mondiale de façon à être directement touchées par cette crise), il nous a paru opportun de s'arrêter sur deux villes (Cluj-Napoca: 320 000 habitants et Focșani: 70 000 habitants) afin de pouvoir vérifier les hypothèses suggérées. Ces deux villes sont situées dans deux régions différentes (Ouest – région plus développée, respectivement Est du pays).

LES DONNÉES DE TERRAIN

Pour un des hommes interviewés, le travail représente sa deuxième vie. *Le travail est important! Être en bonne santé et travailler, ça ... c'est la deuxième vie!* (CI_CL, homme, 59 ans, Cluj Napoca, p. 224).

La place qu'occupe sa famille, surtout sa fille, pour laquelle il semble avoir investi beaucoup durant ces années de travail, est plus importante. Le travail semble le moyen par lequel cet investissement dans la réussite de sa fille unique a

été possible. A son tour, la fille en est consciente et se sent responsable envers le sort de ses parents. L'hypothèse du *loan repayment*² peut trouver une certaine application dans ce cas. Elle paye les mensualités à la banque pour rendre l'argent emprunté par son père afin de s'acheter une voiture. La mobilité intergénérationnelle ascendante est aussi un résultat de l'investissement dans l'éducation de sa fille. Le fait que la fille a les moyens de payer ces mensualités, alors qu'elle a aussi trois enfants, peut être considéré un indicateur de l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle supérieure à ses parents. La solidarité est tout de même limitée aux échanges familiales pour cet interviewé. Il n'y a que peu, voire pas, de contacts avec les trois sœurs de sa femme dont il parle durant l'interview en tant que seuls parents. On peut effectivement déceler un certain repli sur la famille dans cet entretien. Sa femme, qui semble tout de même „moins soucieuse” par rapport à sa propre situation de chômeur (comme il apparaît à travers les mots de l'interviewé), sa fille et ses trois petits-fils forment le noyau de cette **solidarité familiale**. C'est, d'ailleurs, très rare que la solidarité s'étend au-delà des liens de parenté ou, dans certains cas, de voisinage et amitié:

The social networks of relatives, friends and neighbours have represented the most important safety net for most people, only small proportions of population asking support from institutions, be it governmental or nongovernmental (Stănculescu and Marin, 2011: 50).

Pour CI_CL, à part des participations sporadiques aux jeux d'échecs avec quelques vieux du quartier, la communauté n'apparaît pas comme un acteur, à travers cet entretien. Seulement l'église a une certaine importance dans sa situation de vie actuelle. Il va à l'église, mais il n'en parle pas aux autres participants qu'il y rencontre spontanément. L'appartement aussi (en bon état, dans un immeuble qui a été refait et dispose d'isolation thermique) révèle certains aspects de sa croyance (une grande croix à la cuisine, un livre de prières sur la table). Cependant, sa participation aux services de l'église ne relève pas d'une stratégie de renforcement des liens de participation élective, ou d'appartenance au groupe de croyants, mais c'est plutôt en acte solitaire, de recherche de l'aide divine. D'ailleurs, il n'a pas parlé de son statut de chômeur à personne en dehors de sa famille. En même temps, il avoue que cette situation l'a rendu fragile psychologiquement aussi, qu'il a traversé une déprime dont il n'en était pas conscient au départ. Ce qui le protège, en quelque sorte, c'est le fait qu'il essaie de justifier cette étape de sa vie comme une transition vers la retraite. De plus, le fait d'avoir contribué 42 ans au fonds de pensions légitime cette

² Cette hypothèse est largement utilisée dans les études portant sur les envois de fonds par les migrants vers les familles restées aux pays. Certains auteurs trouvent que les migrants plus qualifiés envoient plus souvent et de plus grands montants non seulement parce qu'ils gagnent mieux que les autres, mais aussi parce qu'ils sont tenus responsables par le code moral de la société d'origine, selon lequel il faut être reconnaissants à ses parents qui ont investi dans l'éducation.

justification. Pour mieux comprendre le rapport entre la catégorie d'âge et le vécu du chômage, il faut, peut-être, ajouter que les Roumaines âgées de plus de 50 ans ont vécu du moins 17 ans de leur vie active durant le communisme lorsque le travail était considéré plutôt une obligation qu'un droit. Durant l'ancien régime, le chômage n'existait pas car toute personne qui sortait d'une école était directement placée dans une des entreprises étatiques. Ces personnes ont aussi continué de travailler quelques années après la chute du communisme, car toutes les entreprises étatiques n'ont pas fait, tout de suite, faillite. Il est donc fort probable que ces personnes aient contribué la durée minimale pour avoir droit à une pension de retraite. Selon le seuil de sortie à la retraite (qui varie selon les pays pris en considération et qui semble être plus bas dans le cas de la Roumanie) et compte tenu du vécu politique des Roumaines, la perception sur l'impact du chômage peut être considérée aussi sous cet angle-là. Cette étape du chômage est, tout de même, dévalorisante aux yeux de CI_CL, cet homme de 59 ans, car il avoue qu'il a de la peine à se rendre tous les mois au Pôle Emploi pour signer son carnet afin de recevoir l'indemnisation de chômage. Durant sa vie il s'est confronté une seule fois au chômage avant, mais il a choisi de partir en Allemagne à cette époque-là, ce qui ne serait plus possible à son âge. A part cette indemnisation du chômage, il n'a jamais cherché ailleurs une autre aide, mais a essayé de s'en sortir avec les épargnes. Sa fille a aussi contribué, en partie. Les associations ou organisations non-gouvernementales dans ce domaine sont peu développées et, de plus, chercher de l'aide est souvent synonyme de la mendicité car, dit-il: *C'est dur. Nous sommes habitués à travailler, à avoir ce qu'il nous faut, à ne pas aller mendier* (CI_CL, homme, 59 ans, Cluj-Napoca, p. 224).

A cette idée contribue aussi mass-média et les politiciens qui portent un jugement sur les bénéficiaires de différents types d'aide sociale. Bien qu'en Roumanie les dépenses pour la protection sociale soient les plus modestes parmi les pays de l'UE (environ 17% de PIB, contre 30% la moyenne européenne), la presse écrite et les débats politiques font croire le contraire en affirmant qu'on est „un pays de gens socialement assistés“, ou comme écrivait les auteurs du rapport

Du côté des autorités locales, maires, maire adjoints, et professionnels du social mentionnaient que durant la crise la demande pour le revenu minimum garanti et pour la cantine sociale se sont multipliées et se maintiennent élevées même pendant les saisons où d'habitude il y avait moins de demandes (printemps et été). Cependant, la réponse principale des institutions combine le discours public sur les «Pauvres non méritants qui trichent le système» avec le contrôles administratifs afin de réduire le nombre de bénéficiaires et avec la réduction ou le retard des paiements à cause du budget insuffisant (Stănculescu and Marin, 2011: 68, traduit de l'anglais).

Cela a amené à un **sentiment de culpabilité** chez les plus démunis qui en ont besoin. La Roumanie, à côté des autres pays de l'Est de l'Europe, est considérée,

de ce point de vue, un Etat-providence minimaliste ou en train de développement, dont les services sociaux sont très marginaux (Kuitto, 2011: 359).

Du point de vue de la situation vécue du chômage, les propos de cet homme montrent que la société continue d'attribuer des **rôles traditionnels aux femmes et aux hommes**, car dit-il à l'égard de sa femme qui est actuellement sans emploi (mais qui pourrait commencer à travailler sous peu): *Elle est moins soucieuse que moi* (entretiens, p. 221). Sa femme n'a pas traversé de déprime, d'après cet interviewé. Cela peut être dû au fait que l'homme qui perd son travail remet en question son identité masculine³ et parce qu'après tant d'années de travail il se sent dépaycé, alors que la femme, qui a toujours assumé la double charge (travail payé et travail domestique), même après le licenciement, continue d'assumer l'autre travail, domestique: *Ma femme allait et courrait partout; mais je n'ai pas pu.* (CI_CL, homme, 59 ans, Cluj Napoca, p. 223). Cette idée est retrouvée aussi dans le rapport UNICEF sur les effets de la crise en Roumanie:

Les hommes et les femmes partagent le travail rémunéré et les femmes ont en charge le travail domestique non-rémunéré. Cela est le modèle prédominant d'allocation du travail à l'intérieur du ménage. Cela reste vrai aussi pour les ménages où les hommes perdent leurs emplois ou souffrent une réduction de leur taux d'emploi, alors que leurs femmes continuent de travailler à plein temps. Préparer les repas, faire la lessive, le repassage et, surtout, prendre soin des enfants sont simplement woman's job, indépendamment de comment le travail rémunéré est partagé (Stănculescu and Marin, 2011: 50, traduit de l'anglais).

Parfois, la situation familiale (enfants malades, responsabilité morale de prendre soin des parents et/ou des enfants) peut engendrer une **mobilité professionnelle descendante** pour les femmes, comme dans le cas de MA_CL, une femme âgée de 48 ans, ancienne économiste, ayant fait des études supérieures. Après plusieurs postes dans le domaine occupés dans différentes institutions publiques, la femme est contrainte à prendre soin de sa fille gravement malade qui allait décéder une année plus tard. Elle est devenue, donc, assistante à domicile, payée par le budget de la mairie, mais après la mort de sa fille, elle perd son emploi et, en plus, se sépare aussi de son mari. Sa seule ressource actuelle est la pension de retraite de sa mère, avec laquelle elle continue de vivre. Actuellement elle n'espère plus retrouver une place de travail comme économiste, mais cherche plutôt dans le domaine des soins. C'est dans cette idée qu'elle a commencé un cours de formation de masseuse au Centre Régional pour la Formation des Adultes. Elle n'est pas très confiante de ses chances de réussite, car malgré le fait qu'elle recherche activement par AJOFM, par les sites internet, par les connaissances, elle n'a tout de même pas

³ Celle de principal *breadwinner*, d'après les attentes qu'on a de l'homme, même dans les milieux urbains.

reçu d'offre de travail. Les cours de **formation proposés par AJOFM**, aussi variés qu'ils soient, n'apparaissent pas, dans les récits des chômeurs, comme une stratégie de multiplier les chances d'embauche des chômeurs. Les employeurs doivent payer des taux élevés de taxes et préfèrent, dès lors, chercher surtout des jeunes sans contraintes familiales, pour les payer en tant que stagiaires. Les gens passés de 35 ans pensent qu'ils n'ont plus de chance de retrouver un emploi, dans le contexte présent. Le sens qu'elle donne au travail est ainsi résumé: *un moyen pour subvenir aux nécessités de vie* (MA_CL, femme, 48 ans, Cluj-Napoca, p. 329). Compte tenu de la tragédie dans sa famille, l'importance du travail est relativisée. Il est difficile de cerner dans quelle mesure le manque d'emploi peut avoir un effet sur la santé et le moral, car ses problèmes actuels d'anxiété doivent être aussi compris à la lumière de son histoire familiale (décès de sa fille, séparation de son mari). Le seul soutien reste sa mère, mais elle avoue qu'elle essaie de ne pas être un *gros fardeau* (p. 324, entretiens) et, donc, elle limite ses attentes à la satisfaction des besoins primaires (sécurité, logement, nourriture).

En revanche, l'attitude de PC_CL, l'homme de 48 ans, ayant une expérience de vie proche de cette femme (sa conjointe est décédée d'un cancer, sa fille issue d'un mariage précoce est entretenue seulement par sa mère), est complètement différente. Il avoue que ses parents lui offrent tout le soutien matériel (mais non seulement), sans qu'il se sente responsable envers eux, car dit-il:

Maintenant ils ont 76 ans, ils peuvent à n'importe quel moment... (décéder, ajouté par l'intervieweur)... qu'est-ce qu'ils peuvent donc faire de cet argent? Le garder sous le matelas? Et de toute façon je ne leur demande pas autant pour qu'ils puisent dans leurs épargnes. Je ne leur demande pas de montants.... Seulement s'il me manque vraiment, si j'ai besoin de 50 lei. Ah, bon, ils m'aident avec les dépenses, donc les deux, ils contribuent et paient les charges de mon appartement. Voilà, toutes les charges ce sont eux qui les règlent entièrement (extrait d'interview avec PC_CL, homme de 48 ans de Cluj-Napoca, divorcé, en chômage depuis un an, formation mécanicien, actuellement en train de finir la formation gratuite d'utilisation de l'ordinateur, p. 374).

La **solidarité familiale** est donc différemment interprétée par les interviewés, selon le genre. Les normes sociales rendent les filles plus responsables envers leurs parents, alors que les garçons sont poussés à devenir indépendants à tout prix. Dans le cas de PC_CL, sa mère vend son grand appartement de quatre pièces pour en acheter deux plus petits (un deux pièces pour elle et un appartement d'une chambre pour son fils). Depuis que le fils n'a plus de travail, les parents, divorcés aussi, ayant chacun une pension de retraite, contribuent ensemble au règlement des factures de leur fils. Par contre, les parents ne demandent rien en échange, selon les déclarations de l'interviewé: *Non, ils sont en forme. Ils ne me demandent pas de les aider. Je vais juste comme ça pour leur rendre visite. Ils me demandent aussi de venir, tantôt l'un, tantôt l'autre* (PC_CL, homme de 48 ans de Cluj-Napoca, p. 379).

Souvent, la solidarité s'arrête au niveau de la famille pour la plupart des interviewées. Dans de rares cas, les personnes obtiennent de l'aide en dehors du réseau familial. L'église est mentionnée en tant que source d'aide, morale notamment et, parfois, matérielle. Les aliments (sucre, huile, farine, tomates en boîtes, riz) de la part de l'Union Européenne sont distribués, en général, deux fois par années et les chômeurs constituent une catégorie de bénéficiaires importante. **L'aide alimentaire** de l'UE n'est pas forcément perçue comme un moyen qui ait beaucoup de poids dans le soulagement de cette situation de précarité, mais faute d'autres alternatives de la part de l'Etat providence, les chômeurs y font référence pour marquer sa présence. Il y a aussi des avis critiques par rapport au contenu de cette aide:

Si, j'ai pris, mais je les ai donné à mes parents... je ne mange pas de ce riz, je mange mais pas ce riz. Qu'est-ce qu'il y avait d'autre? La farine blanche je ne mange pas. Huile raffinée, sucre raffiné je ne mange pas. Depuis que ma copine est morte j'ai lu certains livres [OPERATOR: ah, vous lisez sur...] oui, oui, la nourriture et le rapport avec le groupe sanguin. Et là c'était dit que si on a des problèmes de santé ou si on n'en a pas et on n'en veut pas avoir, il faut d'abord enlever le sucre raffiné, enlever 'huile raffinée, la farine – ce qui est de pire dans le maïs (voir PC_CL, p. 379).

Dans un contexte où la solidarité et les échanges se passent plutôt dans la famille, les ressources sont rarement suffisantes pour soutenir un niveau de vie de base (sécurité du logis, nourriture, chauffage). L'appel au **travail au noir** apparaît comme une stratégie de résister à la péjoration des conditions de vie. Tant les femmes que les hommes font référence à ce travail caché pour s'en sortir:

– Et comment faites-vous pour vous en sortir? [F.O.: Comment?] Comment avez-vous survécu?

– Je vais vous le dire. Sur le marché noir, je travaille comme domestique: je fais du nettoyage, je donne de leçons d'anglais et d'allemand en privé, j'ai fait pédicure, manucure, massage, tout ce que vous voulez. Je suis restée debout (FO_CL, femme de 53 ans, marié, de Cluj, p. 303).

Dans d'autres cas, le travail informel dans les autres pays européens est comparé à celui qu'on trouve en Roumanie. C'est le cas de VA_CL, une femme de 55 ans de Cluj-Napoca qui est revenue d'Espagne en 2007 pour s'occuper de ses parents malades. Elle n'a pas sa propre maison car, suite au divorce, la maison qu'elle avait avec son mari a été partagée et le montant d'argent qui lui revenait a été donné à sa fille pour s'acheter un terrain et bâtir une maison. Ses épargnes accumulées en Espagne ont été aussi utilisées pour aider ses filles à construire chacune leur maison. Elle a travaillé en Roumanie durant 18 ans avec contrat et aimerait reprendre un travail pour continuer de payer ses contributions de sorte qu'elle ait une pension de retraite à 60 ans. Toutefois, sa mère a besoin d'une

assistante à domicile et ses filles ont également besoin de ses services de garde de leurs enfants. Elle habite donc chez sa mère qui a toute de même une pension (1 000 lei, soit environ 230 euro) et prend soin d'elle contre logis et nourriture. Elle garde aussi ses petits-enfants et elle reçoit, en échange, *de l'argent juste pour une cigarette ou pour un jus*. Comparée à cela, ce qu'elle gagnait en Espagne était bien plus important:

Et je venais de trouver une telle famille (en Espagne), qui voulait me prendre comme domestique. Ils se bougeaient très lentement. Ils ne pouvaient pas faire leurs propres achats ou le ménage. Donc je pouvais faire le même travail payé 1500 euro par mois, mais que je fais ici gratuitement, Et en plus j'étais libre de samedi après-midi jusqu'à dimanche soir. Car leurs enfants venaient (VA_CL, femme de 55 ans, ancienne caissière, a migré en Espagne plusieurs fois entre 2002 et 2007, p. 431).

A part le niveau de rémunération, **le loisir** était pour cette femme aussi important et elle avoue qu'elle se sent marginalisée, en dehors de la société, car n'a plus de temps privé pour soi-même, ni les moyens de sortir et profiter comme avant:

Je me suis rendue à la réunion de 35 ans après le lycée, malgré le fait que c'était le samedi et ma fille s'est fâchée car je devais garder son enfant. Je me suis dit que je les ais lassé profiter de moi et il ne fallait pas. Parce que ma fille cadette a recommencé le travail après un an de congé maternité (en Roumanie on a le droit de rester au congé mat jusqu'à deux ans) parce qu'ils avaient besoin d'argent. Et alors la fille aînée était jalouse car si je gardais le petit de la cadette durant la semaine, il fallait que je garde le sien au moins durant le week-end pour qu'ils puissent sortir sur une terrasse ou je ne sais pas quoi. J'ai été d'accord de faire ça pendant l'hiver quand il faisait froid, mais je ne suis pas d'accord pendant l'été quand il fait chaud et je peux aussi profiter pour aller dehors, en excursion ou ailleurs. Je dois toujours prendre les enfants avec moi (VA_CL, femme de 55 ans, p. 427).

La **privation de loisir** n'est pas juste vécue comme une frustration qui empêche de se détendre et de se ressourcer pour affronter les difficultés de la vie, mais elle entraîne souvent aussi un affaiblissement des liens sociaux, conduisant vers l'isolement, l'exclusion et le manque de reconnaissance par la société:

– OPERATOR: *Aviz-vous eu des moments où vous vous sentez déprimée ou triste ? [min 18:51]*

– VA_CL: *J'ai eu des moments comme ça, parce qu'à un moment donné, quand tu es fatiguée, quand tu n'en peux plus, lorsque tu vois que tu vis aux limites, que tu ne peux rien demander ni à l'un, ni à l'autre car tu vois que chacun essaie de se débrouiller pour soi-même, alors tu te sens démunie, exclu par la société (VA_CL, femme de 55 ans, divorcée, Cluj-Napoca, p. 423).*

Pour les personnes vivant en couple, le repli sur la famille et le **soutien mutuel des conjoints** semble le seul moyen de lutter contre la déprime. Souvent, la femme est considérée plus habile à fournir ce soutien, à aider, à parler des problèmes, voire à encourager son époux dans des moments forts difficiles:

F.O.: *Je l'ai soutenu, mais je l'ai aussi mobilisé, poussé: « Mon cher, si tu ne trouves pas ici, on ira là-bas. On frappe à la porte ! » Je marche tellement que j'ai les pieds qui gonflent, mais je vais réussir. Et j'ai réussi. J'ai continué. Il n'y a pas de nourriture, on en aura alors. Il y en aura, je vais te montrer qu'il y en aura. Donc, il faut. Et alors je m'y mets, «C'est comme cela que je te veux». Bouges, vas-y, il faut!».*

OPERATOR: *Et ça marche?*

– F.O.: *Oui, ça a été. Il n'a pas réagi avec de la force, non. Il y a eu des moments de démo..., par de moral bas, de chutes, car je ne lui ai pas permis. Je vais te montrer que demain ce sera possible, tu le verras. Demain c'est aussi un jour. Et cela va aller (FO_CL, femme de 53 ans, marié, de Cluj-Napoca, p. 305).*

Pour s'en sortir, les personnes interviewées s'appuient notamment sur leurs propres capacités et ressources physiques. Les liens forts, tels qu'ils sont théorisés par Granovetter (1973), ont peu de poids dans le changement du statut de chômeur. Les personnes proches, qui font partie de la famille, offrent le soutien moral, mais ne suffisent pas pour sortir de ce statut économique précaire. Le réseau social élargi, les liens faibles (Granovetter, 1973) sont essentiels dans la recherche de travail, surtout dans un environnement économique où les contacts personnels valent plus que les diplômes ou les qualifications professionnelles, comme observait un interviewé: *Je n'ai jamais réussi autrement et ce que j'entends c'est aussi ça, tout le monde trouve (du travail) par ses connaissances. Sauf, peut-être, les génies (PC_CL, homme âgé de 46 ans, divorcé, p. 368).* Toutefois, les personnes interviewées manquent de contacts sociaux, souvent à cause de cet isolement dû au manque des moyens pour sortir ou à la honte de sortir, parfois. Il est donc difficile de démêler les causes des effets, car la situation au plan de la qualité de vie est vraisemblablement celle du **cumul des privations et des handicaps**. À cela se rajoute aussi la **faible confiance dans les institutions** à laquelle la notoriété de la corruption semble jouer un rôle important:

VA_CL: *dans les banques, non. Non, je ne leur fais pas confiance. C'est – à dire je fais 100% confiance juste à ces deux personnes (note: le président et le maire de Cluj-Napoca, ancien Premier Ministre). C'est tout. Le reste... Je crois qu'il y a partout de la corruption. J'ai appris à mettre le pire devant. Et c'est peut-être pour ça que je ne fais pas confiance. Comment dire, je fais aussi confiance aux gens, mais j'ai... c'est-à-dire je leur fais confiance, mais toujours avec certaines réserves [rit]. Je ne suis pas comme j'étais autrefois. J'étais très ouverte avec tout le monde et tous pouvaient se moquer de moi.*

Il m'est arrivé une fois... Et comment vous dire, je ne fais pas confiance aux banques parce que ces banques elles changent les règles, elles volent plus qu'elles donnent de l'aide aux gens. L'église non plus... (note: elle ne lui fait pas confiance) on construit des églises avec l'argent du peuple, mais on ne construit pas de maisons pour les démunis, ou des homes, comme il y en a à l'étranger (VA_CL, femme de 55 ans, divorcée, Cluj-Napoca, pp. 429–430).

Compte tenu de ces lignes, les gens n'ont pas vraiment l'espoir que les choses vont s'arranger ni au plan personnel, ni au niveau du pays. Ces deux plans sont souvent entremêlés, car il n'y a pas de moyens pour construire un futur personnel satisfaisant dans un pays où il y a beaucoup de corruption et de méfiance à l'égard des élus. Pour **ceux qui sont passés de 50 ans**, c'est surtout l'attente pour une pension de retraite qui prime. Pour ceux qui sont plus jeunes, la possibilité de quitter le pays est parfois considérée, surtout s'ils ont eu une telle expérience de migration avant.

Quant à la ville de Focșani, cette ville a été fortement touchée par les transformations socioéconomiques durant la transition. Toute les anciennes entreprises étatiques industrielles mises en place par Ceausescu on fait faillite jusqu'au milieu des années 1990. C'est la principale cause qui a poussé beaucoup de personnes à chercher du travail en Italie ou ailleurs. La ville connaît la plus forte baisse de la population, ayant perdu environ 28% de sa population entre 2002 et 2012 (selon le dernier Recensement National de la Population) et comptant actuellement autour de 70 000 habitants. Le principal domaine d'activité économique qui s'est développée durant les dernières années est celui des textiles. Plusieurs entrepreneurs nationaux et internationaux y ont ouvert des sociétés qui engagent notamment des femmes. Dans ce sens, comme constatait un interviewé un peu intrigué par cette situation:

Ils (note: les employeurs) recherchent des jeunes pour les payer seulement 600 lei par mois. Ils disent qu'ils leur assurent la formation, mais en fait, non, c'est pour les payer rien du tout et les travailler à folie, mais les gens en disent rien parce que ce sont des jeunes, sans famille, et ils ont juste besoin d'argent pour s'acheter des jeans et non pas pour entretenir une famille. En fin de compte, c'est l'homme qui tient la famille, car c'est comme ça que c'est normal. Mais à Focșani ce sont les femmes qui entretiennent la famille. [...] Parce que ce sont que des entreprises de textiles. [...] Si à Focșani on fermait les entreprises de textiles, cette ville serait morte (DT_VN, homme âgé de 42 ans, marié, une fille, travailleur irrégulier, ancien migrant revenu d'Italie en 2006 qui hésite à quitter définitivement le pays, p. 275).

Cet homme n'arrive plus à s'insérer économiquement sur le marché du travail après son retour parce qu'il est considéré âgé à 36 ans. Il ouvre, alors, une société à responsabilité limitée dans le domaine du bâtiment, mais il l'a ferme six mois plus tard faute de pouvoir gagner assez d'argent pour payer ses employés et

les contributions sociales à l'Etat. Il continue depuis à travailler au noir dans ce domaine et semble gérer la situation tant bien que mal:

Puis-je vous dire une chose? Ici n'ont pas ... cette crise dépend aussi, pour certains, de la chance qu'ils ont. J'ai bien d'amis qui pendant cette crise ont fait faillite, sont partis et ont laissé des dettes derrière eux et, ... mais je peux me considérer chanceux, c'est-à-dire qu'au moment où je pensais qu'il n'y a plus d'espoir et on était en train de préparer nos bagages pour partir, sur le point d'emprunter de l'argent, car il te faut de l'argent pour t'installer dans un autre pays, pour louer une maison et payer trois mois de garantie, on a besoin de l'argent donc... c'est juste à ce moment-là que le téléphone sonnait «est-ce que vous voulez ce travail?» Donc pendant tout ce temps je n'ai été ni très haut, ni dans le fossé: j'ai été juste au bord du fossé, juste au bord- là, toujours près d'y tomber... (DT_VN, p. 271).

La crise a eu un grand impact sur ses possibilités de trouver de travail, car beaucoup de gens pour lesquels il travaillait habituellement ont arrêté de construire:

OPERATOR *c'est à ce moment-là (l'an 2009) que vous avez senti que la crise commence...*

DT_VN *oui, voilà! Car en décembre 2008 j'avais déjà 4 travaux envisagés pour 2009 et tous les 4 ont été annulés. Personne ne m'a plus appelé, personne n'a voulu continuer. Ils ont bloqué tout simplement, car l'argent il y avait, je crois, mais ils ont eu peur et ils ont bloqué les projets de construction (DT_VN, p. 269).*

Cet impact de la crise est ressenti notamment dans certains des postes budgétaires: l'impossibilité de passer des vacances avec la famille (comme il avait l'habitude avant la crise), l'attention payée aux coûts de la nourriture (sélectionner en fonction du meilleur prix ce qui se ressent aussi sur la santé, car la qualité de la nourriture est alors douteuse), et les changements intervenus dans le loisir et les relations sociales:

DT_VN: *On fait très attention aux dépenses pour mettre un peu de côté. On ne sort plus comme autrefois, on ne se voit plus, on ne se permet plus d'aller au restaurant, on ne se permet plusieurs choses. La femme de DT_VN: mais on ne va même plus chez des amis. Avant on les invitait chez moi, ou on était invité chez l'autre, et ainsi de suite. On se voyait trois familles tous les week-ends, mais maintenant... DT_VN: oui, voilà, on jouait aux cartes, on faisait des grillades, mais maintenant c'est fini avec tout ça. La femme de DT_VN: maintenant on se voit deux fois par année tout au plus. Tu te replies sur la famille car tu n'as plus d'argent. Tu as l'impression que tu dépenses plus et l'autre moins ... et c'est coûteux d'inviter quelqu'un. DT_VN: voilà! On ne t'invite plus car il faut servir quelque chose à manger et les gens n'en ont*

pas. Ou tu as honte d'y aller. Tu préfères les appeler au téléphone. On s'est fait des abonnements de téléphone (rit ironiquement) et on s'appelle: «qu'est-ce que tu as mangé, comment as-tu passé le week-end?» (entretiens, p. 276).

Tout de même, l'interviewé est préoccupé par le futur de sa fille de 12 ans. Tant lui que aussi sa femme aimeraient bien repartir à l'étranger, en Angleterre, au lieu de voir cette situation de vie s'empirer. C'est décision doit être prise assez rapidement car il pense qu'à son âge c'est déjà très difficile de retrouver un emploi et de gagner sa vie. Au cas où ils partaient, cette fois ce serait pour toujours. Il pense que cette décision c'est plutôt lui qui doit la prendre, car prendre des décisions c'est lié à la masculinité:

OPERATOR qu'est-ce que votre famille pense de cette idée de repartir à l'étranger?

DT_VN dans cette famille c'est moi qui chante cocorico (ma note: expression pour affirmer sa masculinité, souvent employée en Roumanie: être le coq = être chef de famille). Quand j'ai dit: «allez, en route», c'est ainsi alors. La femme: mais s'il me disait «en route!», je partirais à l'instant même, car je ne suis même pas revenue d'Italie ... (entretiens, p. 279).

De ce qui a été présenté nous pouvons résumer quelques **stratégies de résistance** à la crise. Premièrement, lorsque les gens se confrontent avec la réduction des revenus et/ ou la perte de leur emploi, ils ont tendance à **réduire les dépenses et la consommation**. Cette stratégie a été aussi repérée en Roumanie par Stănculescu et Marin (2011: 72–3). C'est très rare de trouver parmi ce groupe de personnes interviewées la **stratégie alternative** (compensation de la baisse des revenus par la participation plus élevée au marché du travail ou par l'emprunt d'argent). Selon la composition de la famille, les réductions des dépenses suivent différents modèles: ceux qui ont des enfants en âge scolaire cherchent à ne pas priver les enfants des repas (parfois on enlève les sucreries), l'abonnement Internet apparaît aussi essentiel pour les enfants scolarisés car les parents disent que certains devoirs ne peuvent pas être faits à la maison s'il n'y a pas d'internet, la pratique actuelle étant de renvoyer les enfants aux sources électroniques plutôt qu'à la bibliothèque (voir interview avec DT_VN). Les **vacances loin de la maison** est un item dont toutes les personnes interviewées sont privées durant cette crise. Pour les enfants, les «vacances» passées chez les grands-parents à la campagne sont presque la seule façon de passer des vacances loin de la maison. **Le loisir** est également sévèrement affecté: d'une part parce que les moyens financiers ne permettent pas d'aller au cinéma, sortir sur les terrasses etc. et, d'autre part, parce que la composante sociale du loisir (sorties avec amis, repas communs) est également critique, lorsque les liens sociaux s'affaiblissent durant la crise, dû au cumul des ruptures entraînés par la perte d'emploi. Les dépenses du ménage sont bien surveillées et réparties sur l'année, de façon à permettre le paiement des

charges durant l'hiver, lorsque **les frais de chauffage** sont très élevés (les charges d'un appartement de trois pièces sont de 50 euros en été et 200 euros en hiver). Certains ménages reçoivent des subsides de chauffage (voir CI_VN). Le **prix de l'essence** a aussi beaucoup augmenté durant les quatre dernières années, ce qui empêche la population interviewée d'utiliser la voiture, même quand le ménage en a une. **L'aide en aliments** reçue de l'UE a été souvent retrouvée dans les interviews. A part cette aide, c'est rare de trouver d'autres types de support de la part des institutions publiques ou des organisations caritatives. Une autre stratégie pour résister à la crise est de **vivre temporairement ou de manière définitive, avec ses parents**, surtout quand il s'agit de personnes célibataires. Les parents bénéficient presque toujours d'une pension de retraite, même si modeste, elle constitue un revenu plus stable par rapport à d'autres types de revenus perçus comme très volatiles durant cette crise actuelle.

Les cours de requalification organisés par les Centres de Formations auprès du Pôle Emploi, avec des fonds européens, ne semblent pas une vraie opportunité de réinsertion dans un contexte local marqué par la pénurie d'offres d'emploi. En outre, les gens ne font pas confiance aux institutions de placement de la main d'œuvre. Seulement les connaissances personnelles constituent un moyen crédible en ce sens. Quelques personnes ont avoué qu'elles cherchent du travail **dans le journal** (le fait qu'elles doivent l'acheter est décourageant, car certaines personnes n'ont pas les moyens de s'acheter le journal local tous les jours) ou **par internet** sur les sites spécialisées dans le recrutement de main d'œuvre (l'impersonnalité de la relation entre candidat qui envoie son dossier et l'entreprise qui reçoit par e-mail sans jamais répondre est aussi décourageant pour ces personnes – voir l'interview avec ML_CL). Le découragement en est une conséquence, dès lors. Il s'accompagne aussi de soucis, troubles de sommeil, parfois déprime. Les femmes semblent mieux gérer, ou, au moins, parler de et reconnaître ces **états d'esprit**. L'explication peut, en partie, être tirée du conflit moins fort vécu par une femme qui perd son emploi, car traditionnellement leur rôle se définit par rapport aux tâches domestiques. Généralement, toutes les personnes interviewées portent un regard critique sur **l'Etat et les autres institutions** (sauf l'Eglise). La corruption est vue comme cause des problèmes majeurs et il y a beaucoup de mécontentement envers la manière dont les politiciens traitent des problèmes du pays. Ce n'est pas étonnant d'ailleurs, vu que les débats à la télé et les cas de corruption décelés font croître cette impression générale.

CONCLUSIONS ET SUGGESTIONS POUR LES MESURES DE POLITIQUES SOCIALES

En Roumanie, alors que la crise actuelle frappe la population, comme il résulte de cette enquête qualitative, les statistiques concernant le taux de chômage ou les dépenses publiques pour la sécurité sociale n'ont curieusement pas changé

suite aux transformations économiques récentes (contraction du marché du travail, blocage des embauches dans le domaine public et privé, licenciements individuels et collectifs). Le taux du chômage au niveau national (autour de 7%, légèrement plus élevé pour les hommes que pour les femmes), par exemple, n'a pas changé depuis 2006, même si le taux d'emploi est descendu (*Figure 1*, voir *Annexe 1*). Les explications trouvées dans la littérature (Stanculescu et Marin, 2011; Stelia et Steliac, 2011; Zaman et Georgescu, 2009) fournissent quelques pistes:

a. la migration internationale des Roumaines en âge de travailler. Même si on assiste à une migration de retour de Roumaines qui ont perdu leur emploi dans les européens, elle reste tout de même marginale et l'émigration des Roumaines vers les pays développés semble continuer durant ces années;

b. le départ à la retraite, même anticipée, explique dans une certaine mesure ce taux bas de chômage, compte tenu du déséquilibre démographique (population jeune remplace de moins en moins les vagues de personnes âgées, situation connue partout en Europe);

c. l'économie au noir est certainement présente et joue un rôle aussi dans ce niveau bas du taux de chômage;

d. l'emploi autonome;

e. le découragement des personnes sans emploi de chercher du travail en s'inscrivant auprès du Pôle Emploi. Les gens sont persuadés du manque d'efficacité de cette institution, comme le montre aussi nos entretiens;

f. la place étendue de l'agriculture de subsistance pratiquée en Roumanie.

La crise touche sans doute la Roumanie actuellement, même ce fait est moins illustré par les chiffres. Cette réalité cachée, à dessein, ou faute de moyens méthodologiques pour saisir ces changements en temps réel, amène à, voire «légitime», un déficit de mesures de politiques sociales destinées à aider la population à risque de pauvreté accentué par cette crise. D'autre part, le manque de confiance dans les institutions publiques en Roumanie est un fait notoire. Les gens perçoivent les institutions comme vides de contenu et sans fonctionnalité, comme montrait Comşa et al. (2004) dans un rapport sur la transparence des décisions de l'administration publique en Roumanie. La vie associative est également très faible en Roumanie, par rapport aux pays de l'UE (Bădescu, 2001). La faible participation politique des gens ne fait que renforcer la position dominante des institutions publiques et de leurs représentants. Plusieurs personnes interviewées ont saisi le rôle de l'UE comme acteur qui pourrait avoir un certain rôle dans la correction des défaillances du système public en Roumanie:

En ce qui concerne leur activité au présent, par rapport à celle qu'ils menaient il y a quelques années, je vois un changement, et ce changement est survenu lorsqu'ils sont passés sous le contrôle de la Communauté Européenne, parce que maintenant, comme je suis venu d'Italie, si je constate que je n'aime pas quelque chose là, je sais maintenant où se rendre et passer

un coup de fil (pour dénoncer), donc j'ai cette possibilité maintenant. Et les messieurs du Pôle Emploi ont changé d'avis sur certaines personnes qui... donc, avant, si on avait un problème et on allait chez eux, ils ne te prêtaient aucune attention. Maintenant ils le font, car s'ils ne le font pas, on leur suspend les fonds européens, tout simplement. Et alors ils sont les premiers touchés ... (TC_VN, homme, 38 ans, Focşani, célibataire, vit chez sa mère, revenu d'Italie il y a un an, à la recherche d'emploi en Roumanie, extrait d'entretien p. 358).

Plusieurs propositions de mesures politiques pourraient être suggérées à partir des observations et des entretiens. Ces mesures, en même temps, doivent inclure une dimension genrée, même s'il est communément partagé que les femmes sont moins touchées par la crise. Cela d'autant plus car l'inégalité de genre reste une réalité pour la plupart des sociétés européennes: «Despite all the rhetoric on gender equality, women's positions in Europe's economies and societies are still far from being equal, whether in the labour market or in the family» (Maier, 2011: 93).

- Le développement des services sociaux, des institutions de garde pour les enfants, des structures d'accueil pour les personnes âgées s'avèrent absolument nécessaires surtout parce que dans certains cas, comme celui de VA_CL (une femme de 55 ans qui s'occupe tant de sa mère malade que de ces petits-fils), ces contraintes ne favorisent pas la recherche active de travail formel.

- La protection sociale s'avère très marginale: les allocations pour les familles avec des enfants à charge sont évaluées comme absolument insuffisantes; souvent les gens sans emploi dépendent des parents ou grands-parents qui ont une pension de retraite.

- Le découragement de certaines pratiques des employeurs d'agrandir le nombre d'heures sans forcément ajuster les salaires vers le haut.

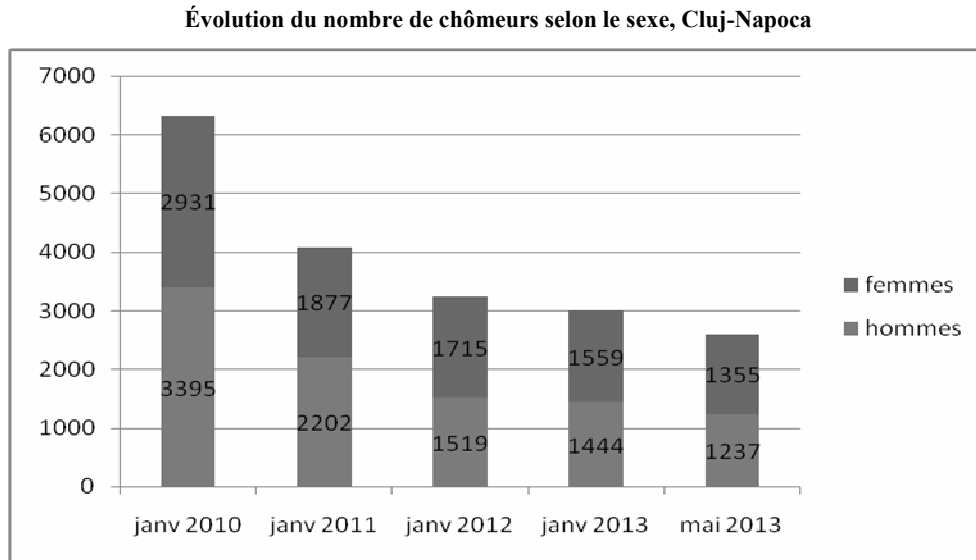
- Un meilleur rapport entre Pôle emploi et employeurs. Dans certains cas, les interviewés ont fait remarquer que certaines entreprises publient des offres d'emploi trompeuses et créent de fausses attentes (voir l'interview avec TC_VN).

- Lorsque des cours de formation sont proposées par les Centres de Formation aux Adultes (coordonnés par le Pôle Emploi), certains qui suivent ces cours avouent que les cours proposés n'ont pas forcément un rapport avec le débouché professionnel, car le marché local manque d'offres ou de perspectives d'emploi dans les formations proposées (voir interview avec DT_VN). Dès lors, il apparaît nécessaire d'établir un contact étroit entre Pôle Emploi et les entreprises locales.

- Stimuler les possibilités d'entrepreneuriat. Les personnes sans emploi ne peuvent pas emprunter de l'argent car ils ne peuvent pas faire preuve d'un revenu pour obtenir un crédit à la banque. Il est, dès lors, impossible de développer sa propre entreprise familiale.

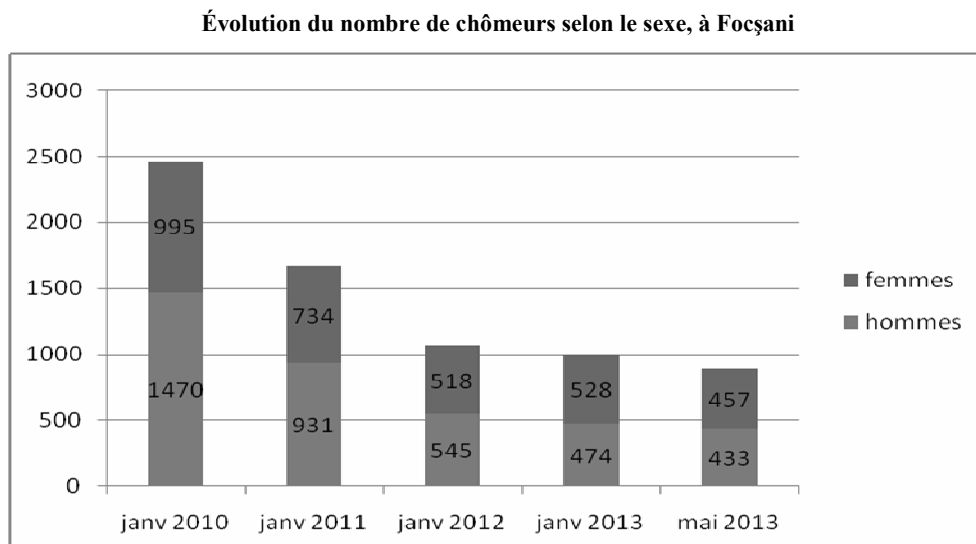
Annexe 1

Figure 1



Source: L'auteur selon les données de L'Institut National de la Statistique <https://statistici.insse.ro/shop/?lang=en>

Figure 2



Source: L'auteur selon les données de L'Institut National de la Statistique <https://statistici.insse.ro/shop/?lang=en>

REFERENCES

1. Bădescu, G., *Participare politică și capital social în România*, Cluj-Napoca, Editura Accent, 2001.
2. Boldea, M., Parean, M., Otil, M., *Regional Disparity Analysis: The Case of Romania*, in "Journal of Eastern Europe Research in Business & Economics", 2012, DOI: 10.5171/2012.599140, accessed on 6.08.2013, available at <http://www.ibimapublishing.com/journals/JEERBE/2012/599140/599140.pdf>.
3. Codreanu, C. M., Fatu, V. C., *The Economic Crisis and its Effects on the Quality of Life in Romania*, "International Proceedings of Economics Development & Research", vol. 43, 2012, pp. 151–155.
4. Coșșa, M., et al., *Evaluarea legii 52/2003 privind transparența decizională în administrația publică*, research report of Metro Media Transilvania, beneficiar InWent, 2004
5. De Sousa, J., Duval, L., *Geographic distance and remittances in Romania: out of sight, out of mind?*, dans "Economie Internationale", nr. 121, 2010, pp. 81–97.
6. Gudmundsdottir, D. G., *The Impact of Economic Crisis on Happiness*, in "Social Indicators Research", vol. 110, nr. 3, 2013, pp. 1083–1101, available online at DOI 10.1007/s11205-011-9973-8.
7. Goschin, Z., Constantin, D.-L., Danciu, A.-R., *A Regional Perspective on The Impact of The Current Economic Crisis in Romania*, in "Romanian Economic and Business Review", vol. 5, no. 3, 2010, pp. 204–225.
8. Granovetter, M., *The strength of weak ties*, in "American Journal of Sociology", vol. 78, no. 6, 1973, pp. 1360–1379.
9. Kuitto, K., *More than just money: Patterns of disaggregated welfare expenditure in the enlarged Europe*, in "Journal of European Social Policy", vol. 21, no. 4, 2011, pp. 348–364.
10. Lazăr, F., *Statul bunăstării din România, în căutarea identității*, în „Calitatea Vieții”, nr. 1–4, 2000, pp. 7–38.
11. León-Ledesma, M., Piracha, M., *International migration and the role of remittances in Eastern Europe*, in "International Migration", vol. 42, no. 4, 2004, pp. 65–83.
12. Maier, F., *Will the Crisis Change Gender Relations in Labour Markets and Society?*, in "Journal of Contemporary European Studies", vol. 19, no. 01, 2011, pp. 83–95.
13. Paugam, S., *L'épreuve du chômage: une rupture cumulative des liens sociaux?*, in "Revue européenne des sciences sociales", vol. XLIV, n. 135, 2006, pp. 11–27.
14. Pereira, V. B., *Experiencing unemployment: The roles of social and cultural capital in mediating economic crisis*, in "Poetics", vol. 39, no. 6, 2011, pp. 469–490.
15. Sandu, D., *Lumile sociale ale migrației românești în străinătate*, București, Editura Polirom, 2010.
16. Stănculescu, M. S., Marin, M., *Impacts of the international economic crisis in Romania 2009–2010*, UNICEF – Bucharest, Vanemonde, 2011, available online at http://www.unicef.org/romania/Impacts_of_the_international_crisis.pdf.
17. Șteliac, N., Șteliac, D., *Labour market analysis reflected by unemployment and remuneration in the current financial crisis*, in "Review of Management and Economic Engineering", vol. 10, no. 3, 2011, pp. 103–116.
18. Vlase, I., *Women's social remittances and their implications at household level: A case study of Romanian migration to Italy*, in "Migration letters", vol. 10, no. 1, 2013, pp. 81–90.
19. *** *Employment, Mobility, Unemployment and Unemployed Social*, Ministère du Travail, de la Famille, de la Protection Sociale, 2012, available online at http://www.mmuncii.ro/pub/imagemanager/images/file/Statistica/Buletin%20statistic/2012/somaj%20trim_II%202012.pdf.
20. *** *Impact of the global economic crisis on women, girls and gender equality*, UNAIDS, discussion paper accessed on 1.08.2013, 2012, available online at http://www.unaids.org/en/media/unaids/contentassets/documents/document/2012/discussionpapers/JC2368_impact-economic-crisis-women_en.pdf.
21. *** *Migration and Remittances Factbook 2011 of the World Bank*, World Bank, 2011, available online at <http://siteresources.worldbank.org/INTLAC/Resources/Factbook2011-Ebook.pdf>.

Articles de presse

22. *** *Foștii angajați Nokia primesc bani de la Comisia Europeană*, available online at <http://www.monitorulcj.ro/economie/21406--fostii-angajati-nokia-primesc-bani-de-la-comisia-europeana#sthash.5hnySyD6.dpbs>, 2013.

23. Câmpan, A., *Șomajul, la maximumul ultimilor doi ani la Cluj*, available online at <http://www.monitorulcj.ro/economie/21468-somajul-la-maximumul-ultimilor-doi-ani-la-cluj-#sthash.kU5DI0KI.dpbs>, 2013.

This article is based on a research study upon the impact of present crisis on the life of long run unemployed. The research was conducted during August-September 2013, in several European countries, including Romania. Starting from semi-structured interviews conducted on a 15 people sample, selected based on various criteria (gender, residency, age and family context), the interviews' analysis results showed that the crisis affects the life of Romanians, even that this fact is less reflected by statistics. This reality, hidden intentionally or by lack of accurate methods for measuring these changes, conducts to the idea that there is a deficit of social policy measures for the help of persons which are confronting a high level of poverty risk, even more depend in the actual period of crisis.

*Primit: 22.10.2014
Redactor: Ioan Mărginean*

Acceptat: 27.10.2014